

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203401]

1^{er} JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux incitants visant des équipements réduisant la consommation d'énergie et les émissions sonores d'un véhicule pour l'année budgétaire 2021

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, article 58, alinéa 1^{er} ;

Vu le décret du 17 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, le programme 18.02 inscrit à l'article 51;

Vu le rapport du 24 mars 2021 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 avril 2021;

Vu l'avis 69.270/2 du Conseil d'Etat, donné le 19 mai 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juin 2020 relatif aux incitants visant des équipements réduisant la consommation d'énergie et les émissions sonores d'un véhicule pour l'année budgétaire 2020, portant sur le même objet que le présent arrêté, avait pour base légale le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;

Considérant que cette base légale n'est valable qu'une année;

Considérant que le Gouvernement a décidé de poursuivre la mesure d'aide relative aux incitants visant des équipements réduisant la consommation d'énergie et les émissions sonores d'un véhicule;

Considérant qu'une nouvelle base légale est nécessaire et que celle-ci a été établie par le programme 18.02 inscrit à l'article 51 du décret du 17 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'entreprise : la personne physique ou morale possédant un véhicule pour lequel la taxe de circulation est due en Région wallonne;

2^o le siège : l'unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16^o, du Code de droit économique;

3^o le véhicule : le véhicule à moteur, l'ensemble de véhicules articulés ou remorque et prévu ou utilisé, soit partiellement, soit exclusivement, pour le transport par route de marchandises, et dont la masse maximale autorisée est de plus de 3,5 tonnes, à l'exclusion du véhicule à moteur, de l'ensemble de véhicules articulés ou remorque, utilisé de manière limitée sur la voie publique;

4^o le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions;

5^o l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche.

Art. 2. § 1^{er}. Le Ministre ou son délégué peut octroyer une prime, dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement, conformément au règlement (UE) n^o 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, à l'entreprise qui :

1^o possède au moins un siège en Région wallonne;

2^o installe un équipement réduisant la consommation d'énergie ou les émissions sonores sur un véhicule;

3^o n'a pas bénéficié d'incitants en vertu du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ou du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, pour le même équipement;

4^o atteste, par une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise, qu'elle est en règle avec les législations et réglementations fiscales et sociales ou qui s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'Administration.

En ce qui concerne le 4^o, l'Administration peut, le cas échéant, demander à l'entreprise de produire les documents et preuves nécessaires.

§ 2. Le Ministre précise les équipements, visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, par véhicule, ainsi que le montant de la prime correspondant.

Le montant maximum de la prime est limité à 5.000 euros par véhicule et à 15.000 euros par entreprise.

Art. 3. § 1^{er}. L'entreprise demande la prime, visée à l'article 2, auprès de l'Administration, sur base d'un formulaire type que le directeur général de l'Administration détermine.

§ 2. La demande de prime est introduite dans les trois mois à compter de la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* ou dans les trois mois à compter de la dernière facture relative à l'équipement, visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

Les factures sont émises entre le 1^{er} août 2020 et le 31 juillet 2021.

L'entreprise introduit une seule demande de prime par véhicule pour un ou plusieurs équipements visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o. Une demande de prime peut néanmoins porter sur un ou plusieurs véhicules.

§ 3. L'entreprise qui demande la prime visée à l'article 2, transmet à l'Administration :

1^o par déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise, une liste reprenant les aides de minimis perçues au cours des deux derniers exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours et;

2^o la preuve de l'installation et du paiement de l'équipement visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

§ 4. L'Administration liquide la prime visée à l'article 2, en une tranche lorsque l'entreprise lui apporte la preuve de l'installation et du paiement de l'équipement visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} juillet 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétence,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/203401]

1. JULI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über Anreize für Ausrüstungen zur Verringerung des Energieverbrauchs und der Geräuschemissionen eines Fahrzeugs für das Haushaltsjahr 2021

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, Artikel 58 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 17. Dezember 2020 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2021, insbesondere des in Artikel 51 eingetragenen Programms 18.02;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 24. März 2021;

Aufgrund der am 24. März 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 22. April 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 19. Mai 2021 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 69.270/2;

In der Erwägung, dass die Rechtsgrundlage für den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Juni 2020 über die Anreize für Ausrüstungen zur Verringerung des Energieverbrauchs und der Geräuschemissionen eines Fahrzeugs für das Haushaltsjahr 2020, der dieselbe Angelegenheit wie der vorliegende Erlass abdeckt, das Dekret vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020 war;

In der Erwägung, dass diese Rechtsgrundlage nur für ein Jahr gilt;

In der Erwägung, dass die Regierung beschlossen hat, die Beihilfemaßnahme bezüglich der Anreize für Ausrüstungen zur Verringerung des Energieverbrauchs und der Geräuschemissionen eines Fahrzeugs weiter durchzuführen;

In der Erwägung, dass eine neue Rechtsgrundlage erforderlich ist und dass diese durch das in Artikel 51 eingetragene Programm 18.02 des Dekrets vom 17. Dezember 2020 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2021 festgelegt worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Unternehmen: die natürliche oder juristische Person, die Eigentümer eines Fahrzeugs ist, für das in der Wallonischen Region eine Verkehrssteuer zu zahlen ist;

2° Sitz: die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches;

3° Fahrzeuge: Motorfahrzeuge, Kombinationen von Gelenkfahrzeugen oder Anhänger, die entweder teilweise oder ausschließlich für die Beförderung von Gütern auf der Straße vorgesehen sind oder benutzt werden und deren höchstzulässiges Gesamtgewicht mehr als 3,5 Tonnen beträgt, mit Ausnahme der Motorfahrzeuge, Kombinationen von Gelenkfahrzeugen oder Anhänger, die auf der öffentlichen Straße nur in begrenztem Maße benutzt werden;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung.

Art. 2 - § 1. Der Minister oder dessen Beauftragter kann im Rahmen von jährlich festgelegten spezifischen Begrenzungen der Haushaltsmittel gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen demjenigen Unternehmen eine Prämie gewähren, das:

1° mindestens einen Sitz in der Wallonischen Region besitzt;

2° eine Ausrüstung zur Verringerung des Energieverbrauchs oder der Geräuschemissionen an einem Fahrzeug installiert;

3° keine Anreize aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, oder des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe für dieselbe Ausrüstung in Anspruch genommen hat;

4° durch eine ehrenwörtliche Erklärung des Unternehmensleiters bescheinigt, dass es nicht gegen die steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Regelungen verstößt, oder sich verpflichtet, sich innerhalb der von der Verwaltung festgelegten Fristen mit diesen in Einklang zu bringen.

Was Ziffer 4 betrifft, kann die Verwaltung gegebenenfalls das Unternehmen auffordern, die notwendigen Dokumente und Belege vorzulegen.

§ 2. Der Minister gibt die in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Ausrüstungen je Fahrzeug sowie den entsprechenden Prämienbetrag näher an.

Der Höchstbetrag der Prämie wird jedoch auf 5.000 Euro pro Fahrzeug und auf 15.000 Euro pro Unternehmen beschränkt.

Art. 3 - § 1. Das Unternehmen beantragt die in Artikel 2 erwähnte Prämie bei der Verwaltung mittels eines vom Generaldirektor der Verwaltung bestimmten Musterformulars.

§ 2. Der Prämienantrag wird innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im Belgischen Staatsblatt oder innerhalb von drei Monaten ab der letzten Rechnung für die in Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Ausrüstung eingereicht.

Die Rechnungen sind zwischen dem 1. August 2020 und dem 31. Juli 2021 ausgestellt worden.

Das Unternehmen reicht einen einzigen Prämienantrag pro Fahrzeug für eine oder mehrere Ausrüstungen gemäß Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 2. Ein Prämienantrag kann jedoch ein oder mehrere Fahrzeuge betreffen.

§ 3. Das Unternehmen, das die in Artikel 2 erwähnte Prämie beantragt, übermittelt der Verwaltung:

1° durch eine ehrenwörtliche Erklärung des Unternehmensleiters eine Liste mit den De-minimis-Beihilfen, die im Laufe der letzten zwei Steuerjahre und des laufenden Steuerjahres bezogen wurden, sowie

2° den Nachweis der Installation und der Zahlung der in Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Ausrüstung.

§ 4. Die Verwaltung zahlt die in Artikel 2 erwähnte Prämie in einer Tranche aus, wenn das Unternehmen ihr den Nachweis der Installation und der Zahlung der in Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Ausrüstung erbringt.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 5. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Juli 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/203401]

1 JULI 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de incentives ter bevordering van uitrustingen die het energieverbruik en de geluidsemissies van een voertuig verminderen voor het begrotingsjaar 2021

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, inzonderheid op artikel 58, eerste lid;

Gelet op het decreet van 17 december 2020 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021, inzonderheid op programma 18.02 bedoeld in artikel 51;

Gelet op het rapport van 24 maart 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 maart 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 april 2021;

Gelet op het advies nr. 69.270/2 van de Raad van State, gegeven op 19 mei 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 25 juni 2020 betreffende de incentives ter bevordering van uitrustingen die het energieverbruik en de geluidsemissies van een voertuig verminderen voor het begrotingsjaar 2020, dat hetzelfde voorwerp als dit besluit heeft, het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020 als rechtsgrondslag had;

Dat deze rechtsgrondslag slechts voor één jaar geldig is;

Overwegende dat de Regering beslist heeft verder te gaan met de steunmaatregel betreffende de incentives ter bevordering van uitrustingen die het energieverbruik en de geluidsemissies van een voertuig verminderen;

Overwegende dat een nieuwe rechtsgrondslag nodig is en dat hij bepaald is bij programma 18.02 opgenomen in artikel 51 van het decreet van 17 december 2020 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de onderneming : de natuurlijke of rechtspersoon die een voertuig bezit, waarvoor de verkeersbelasting in het Waalse Gewest verschuldigd is;

2° de zetel: de vestigingseenheid bedoeld in artikel I.2., 16 °, van het Wetboek van economisch recht;

3° het voertuig: het motorvoertuig, het samenstel van voertuigen of aanhangwagens bedoeld of gebruikt, of gedeeltelijk of uitsluitend, voor het vervoer over de weg van goederen en waarvan het maximaal toegestane totaalgewicht meer dan 3,5 ton bedraagt, met uitzondering van het motorvoertuig, het samenstel van voertuigen of aanhangwagens, gebruikt op beperkte manier op de openbare weg;

4° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

5° de Administratie: de "Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche" (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek).

Art. 2. § 1. Overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun kan de Minister of diens afgevaardigde een premie toekennen aan de onderneming die:

1° minstens één zetel in het Waalse Gewest heeft;

2° een uitrusting die het energieverbruik en de geluidsemissies vermindert, in een voertuig installeert;

3° geen incentives heeft genoten krachtens het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen of van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

4° met een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming aantoont dat ze aan de fiscale en sociale wetgevingen en reglementeringen voldoet of die zich ertoe verbindt daaraan te voldoen binnen de door de Administratie bepaalde termijnen.

Wat punt 4° betreft, kan de Administratie, in voorkomend geval, de onderneming erom verzoeken de nodige documenten en bewijzen over te leggen.

§ 2. De Minister bepaalt, per voertuig, de in § 1, eerste lid, 2°, bedoelde uitrustingen alsook het bedrag van de overeenstemmende premie.

Het maximumbedrag van de premie wordt beperkt tot 5.000 euro per voertuig en 15.000 euro per onderneming.

Art. 3. § 1. De onderneming vraagt de in artikel 2 bedoelde premie aan bij de Administratie aan de hand van een standaardformulier dat door de directeur-generaal van de Administratie wordt vastgesteld.

§ 2. De premie-aanvraag moet worden ingediend binnen drie maanden na de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* of binnen drie maanden na de laatste factuur met betrekking tot de in artikel 2, § 1, eerste lid, 2°, bedoelde uitrusting..

De facturen worden tussen 1 augustus 2020 en 31 augustus 2021 uitgegeven.

De onderneming dient voor één of meerdere uitrustingen bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 2°, één premie-aanvraag per voertuig in. Een premie-aanvraag kan evenwel één of meerdere voertuigen betreffen.

§ 3. De onderneming die de in artikel 2 bedoelde premie vraagt, bezorgt de administratie:

1° met een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming, een lijst van de de-minimissteun ontvangen tijdens de twee laatste aanslagjaren en het lopende aanslagjaar en;

2° het bewijs van de installatie en de betaling van de in artikel 2, § 1, eerste lid, 2°, bedoelde uitrusting.

§ 4. De Administratie betaalt de in artikel 2 bedoelde premie in een schijf uit wanneer de onderneming haar het bewijs van de installatie en van de betaling van de in artikel 2, § 1, eerste lid, 2°, bedoelde uitrusting levert.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 5. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juli 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203415]

1^{er} JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon procédant au retrait de la concession de mines de houille de Hasard-Cheratte (n° 208)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret sur les mines du Conseil régional wallon du 7 juillet 1988, article 71.

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 avril 1992 fixant la procédure et les conditions pour le retrait d'un titre minier, articles 24 à 26.

Considérant le rapport, en ce compris ses plans et ses annexes, en date du 8 novembre 2018, de la Direction des Risques Industriels, Géologiques et Miniers (ci-après dénommée DRIGM), Département de l'Environnement et de l'Eau, Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGO3).

Considérant que la concession actuelle de Hasard-Cheratte a été constituée en vertu des actes suivants:

- arrêté royal du 23 août 1827 octroyant à Hubert Deflandre et consorts, concession de mines de houille situées sous la commune de Melen, Cerexhe-Heuseux et Evegnée, d'une superficie de 183 ha 29 a (183 bonniers 29 perches carrés);

- arrêté royal du 16 janvier 1828 accordant à la Société de Melen, à titre d'extension, concession de mines de houille gigantesques sous les communes de Micheroux, Retinne, Evegnée et Melen, d'une superficie de 350 ha 50 a (350 bonniers et 50 perches carrés);